

Mais le même président avait été plus explicite encore dans la session de 1861, (la première de l'ère constitutionnelle) lorsque la Diète avait ressenti une agitation extrême en entendant le député Pavlinovitch, qui osait parler slave. Le président dut intervenir et, en ces termes, rappela à l'ordre la majorité : « Messieurs les Députés, ce serait une folie de contester que, des Alpes Dinariques jusqu'à la plus lointaine de nos îles, le pays et ses habitants soient slaves. »¹ Nous ne nous arrêtons pas aux déclarations que fit le comte Francesco Borelli devant le Parlement de Vienne et qui, tout en refusant d'adopter le programme du parti national, demanda l'union de la Dalmatie avec les Provinces sœurs de la Bosnie et de l'Herzégovine, alors accablées sous le joug turc.²

¹ C'est un devoir de pure justice de noter que l'agitation qui s'était produite dans la majorité n'était point partagée par les députés libéraux comme MM. Filippi et Bajamonti. Elle portait des bancs où siégeaient les fonctionnaires autrichiens élus avec un programme autonomiste contre lesquels Bajamonti eut à soutenir une lutte aussi honorable pour lui que malheureusement stérile, après sa défection du camp libéral, en 1866.

² Avant lui, Tommaseo avait préconisé l'union de la Dalmatie avec la Bosnie-Herzégovine, comme avec son *hinterland* naturel, comme « intégration nationale et économique de la côte dalmate ». Ainsi que tous les Serbo-Croates, il estimait que cette union aurait formé une étape vers la réalisation de l'Unité intégrale.